

Le Programme énergétique national visait à canadianiser le secteur pétrolier à au moins 50 p. 100. Comme je l'ai déjà dit, la canadianisation n'a toujours pas été définie. Les socialistes, qui sont ici ne l'ont pas encore fait. C'est en fait l'étatisation. Il n'y a pas de si ni de mais à cet égard. La propriété canadienne, cela signifie que les actions de Petro-Canada ou de toute autre société ne peuvent être acquises que par des Canadiens ou que seules les sociétés pleinement canadiennes pourraient poursuivre des activités dans les terres du Canada ou exploiter les gisements sous-marins. Voilà ce que serait la propriété canadienne. Mais le bill C-48, soit le Programme énergétique national, est conçu expressément pour accorder aux gouvernements la propriété pleine et entière de cet important secteur de notre économie. Le Programme énergétique national ne parviendra pas à nous rendre autosuffisants en matière d'énergie d'ici à 1990.

Le pétrole n'est pas un moyen de production, ni l'énergie d'ailleurs. Mais il faut certes du pétrole pour graisser les rouages de la production. Nous connaissons la théorie marxiste selon laquelle le peuple doit avoir le contrôle des moyens de production. Le travail produit la richesse. Le travail allié à la machine en produit davantage. Le gouvernement tient à avoir la maîtrise et la propriété de la machine. J'ai beau m'évertuer, je n'arrive pas à croire que des gens intelligents puissent venir nous dire ici que tout ira pour le mieux dès que nous, ou plutôt dès que le présent gouvernement ou tout autre gouvernement, même conservateur, contrôlera et possédera tous les moyens de production.

Pourquoi tout n'est-il pas rose en Union soviétique ou dans n'importe quel autre pays socialiste du monde? Dans les pays socialistes, ce sont les gouvernements qui possèdent la totalité des ressources.

M. Mazankowski: Ils ne peuvent se nourrir.

M. Oberle: Ces pays possèdent la totalité de leurs terres agricoles. Soixante-trois ans se sont écoulés depuis la révolution en Union soviétique et on y a enregistré 63 campagnes agricoles désastreuses. Les dieux doivent vraiment être en colère contre les habitants de l'Union soviétique. Imaginez-vous, monsieur l'Orateur, 63 mauvaises récoltes. Et ce, immédiatement après une période où l'Ukraine était le grenier de l'Europe. Puis, vint la révolution, suivie de 63 mauvaises campagnes agricoles.

Je pense que d'autres facteurs entrent en ligne de compte. Les Soviétiques sont les propriétaires à part entière de leurs ressources pétrolières, énergétiques, forestières et agricoles. En fait, toutes les ressources leur appartiennent entièrement. Et c'est pourquoi les habitants de l'Union soviétique sont affamés. C'est pourquoi l'Union soviétique est obligée d'importer du blé du Canada et des États-Unis. D'ici peu, elle ne pourra plus en importer du Canada si mes collègues de gauche ont trop d'influence sur mes collègues d'en face. Ils exercent déjà une grande influence sur eux. Ils semblent croire que l'État doit posséder l'instrument de production pour qu'il y ait une redistribution équitable de toutes les richesses, sans savoir si les gens produisent ou contribuent quoi que ce soit à l'économie. Nous savons tous à quels résultats cette politique aboutirait inéluctablement.

Nous ne voulons pas excuser les sociétés pétrolières multinationales si elles ont agi de façon irresponsable. Certaines l'ont fait. Nous ne pouvons blâmer personne d'autre que nous-

mêmes parce que nous exerçons sur elles un contrôle entier. Nous leur disons où forer pour trouver du pétrole. Nous leur disons, si elles en trouvent, ce qui est très rare, combien en extraire, où le livrer et à quel prix le facturer. Nous fixons le prix à la sortie du puits, nous fixons le prix à la pompe, et ainsi de suite.

• (1710)

Pourquoi vouloir être propriétaires? Le gouvernement essaie, avec une hâte qui frise l'indécence, de faire adopter ce bill par la Chambre, car nous nous rendons déjà compte des répercussions du Programme énergétique national. Plus les choses tarderont, plus nos concitoyens se rendront compte de la situation, notamment lorsque ce bill monstrueux sera en vigueur. Des capitaux représentant environ 6.5 milliards de dollars canadiens ont fui à destination des États-Unis. Nous nous rendons bien compte des répercussions que cela aura pour les pauvres travailleurs américains. C'est de nouveau le règne de la libre entreprise. Les Américains seront plumés. Depuis un an que le PEN a été annoncé et que certaines dispositions en ont été appliquées, on a constaté une baisse du prix de l'essence aux États-Unis. Par contre, dans notre pays les prix continuent à monter, car il faut bien le dire nous sommes parvenus à canadianiser le secteur! Avec ces 6 milliards de dollars se sont envolés des compétences techniques canadiennes, de la technologie canadienne et des emplois canadiens.

Je voudrais citer un exemple. Fort Saint-Jean se trouve dans ma circonscription . . .

Des voix: Oh, oh!

M. Oberle: Si les députés voulaient bien écouter, ils apprendraient peut-être quelque chose, mais la vérité n'est jamais bonne à entendre. En tout cas, elle fait certainement mal à ceux qui se trouvent dans le coin. Le député de Spadina (M. Heap) devrait écouter ce que je dis. Je ne sais pas pourquoi les gens de cette circonscription ont voulu l'élire comme député à la Chambre des communes plutôt que Jim Coutts qui se recommandait des mêmes théories que lui. Il voulait nationaliser le secteur agricole. Il ne croyait pas à la propriété privée des exploitations agricoles ni à la propriété privée en général. Il voulait faire la même chose que le député de Spadina.

M. Heap: A Spadina, les conservateurs ont fini en troisième place.

M. Oberle: J'ignore pourquoi les habitants de Spadina voulaient le député. M. Coutts, au moins, aurait exercé une certaine influence de l'autre côté. Peut-être aurait-il pu accomplir tout cela plus rapidement. Comme nous le savons tous, nos concitoyens ne vont pas tolérer que l'on change radicalement un système séculaire qui a bien servi notre pays, qui a fait de lui l'une des nations industrielles de tête et des Canadiens l'un des peuples les plus industriels et les plus prospères du monde.

Pour en revenir aux effets du Programme énergétique national sur certaines collectivités, l'une d'elles se trouve justement dans ma circonscription. Toute la partie de la Colombie-Britannique qui produit du pétrole et du gaz naturel se trouve dans ma circonscription. A Fort Saint-Jean et dans le nord-est de la Colombie-Britannique, il y avait il y a quelques années 120 plate-formes de forage en quête de gaz et de pétrole. Chacune d'elles représentait en gros 60 à 65 emplois. Comme nous le savons tous, il y avait des retombées incroyables sur les